

# BVA



## Réorganisation de la croissance mondiale

L'économiste en chef, Warren Jestin, affirme que les prévisions économiques généralement optimistes pour 2005 sont tempérées par le réaligement massif des taux de change et les prix élevés de l'énergie.

**Warren Jestin,**  
premier vice-  
président et  
économiste en  
chef, Banque  
Scotia

**A** lors que l'année 2004 s'achève le milieu des affaires se penche sur les perspectives économiques pour l'an prochain.

Le premier vice-président et économiste en chef de la Banque Scotia, M. Warren Jestin, est d'avis que l'année 2005 sera bonne, dans son ensemble. Cependant, il entrevoit une croissance économique légèrement plus faible que prévu en raison du rajustement concurrentiel, des coûts énergétiques élevés et de la tendance à la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis.

« Comme il s'agit du principal facteur de croissance internationale, le coût élevé du pétrole brut est un des obstacles qui risquent de freiner l'économie mondiale », explique M. Jestin.

Nous prévoyons que le prix du pétrole s'établira à 39 \$ US le baril en 2005, ce qui correspond pratiquement au prix moyen de 41 \$ qui était prévu en 2004, mais qui, dans les faits, est deux fois plus élevé qu'au début de la décennie, poursuit-il. Cette hausse rapide et soutenue des prix du pétrole modifie les perspectives de croissance en faveur des pays producteurs d'énergie. Le Canada et le Mexique, des exportateurs clés d'énergie sur le marché américain, devraient continuer de profiter des prix élevés. »

La récurrence des tensions géopolitiques et les déséquilibres structurels énormes dans les comptes financier et courant des États-Unis, un recul du marché de l'habitation, les niveaux élevés d'endettement des ménages et les réalignements concurrentiels des devises — tous ces facteurs contribuent à ralentir la croissance économique mondiale. La Chine et les États-Unis devraient progresser de 8,5 % et de 2,9 %, respectivement, en 2005 ; des performances solides, certes, mais moindres que l'an passé.

« La Chine est de loin un chef de file mondial sur le plan de la croissance économique », explique M. Jestin. La Chine que nous percevions comme un marché d'impartition devient de plus en plus un grand consommateur de biens. Elle est aujourd'hui le troisième importateur mondial.

« L'économie américaine a entamé l'année 2004 avec une forte croissance qui tenait à la faiblesse des taux d'intérêt, à la réduction des impôts et à la hausse des dépenses gouvernementales. Cependant, la demande des consommateurs est comprimée puisqu'ils ont rempli leurs paniers depuis une décennie. De plus, étant donné la modeste création d'emplois, les dépenses en immobilisations et les exportations joueront un rôle accru pour stimuler la croissance économique l'an prochain. Aux États-Unis, un dollar américain nettement plus faible contribuera à la revitalisation du secteur manufacturier et des exportations. Nous prédisons donc un ralentissement de la croissance, qui passera de 4,4 % à 3 % en 2005.



44, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) M5H 1H1  
Courriel : [businessproducts@scotiabank.com](mailto:businessproducts@scotiabank.com)  
[www.banquescotia.com/bva](http://www.banquescotia.com/bva)

Il faut se rappeler qu'il s'agit encore d'une bonne performance qui reflète la capacité d'adaptation globale de l'économie américaine. »

« L'énorme déficit commercial des États-Unis, maintenant supérieur à 650 milliards de dollars, (5,6 % du PIB), sera difficile à abaisser avec un niveau d'importation de 50 % supérieur aux recettes tirées des exportations, selon M. Jestin. Il s'agit d'une source de préoccupation pour les investisseurs. Un ralentissement de la croissance rendra aussi la Réserve fédérale américaine plus prudente en ce qui concerne la hausse des taux d'intérêt. » M. Jestin ne s'attend qu'à deux autres augmentations de 25 points de base des taux d'intérêt au début de 2005, pour s'établir à 2,75 % – ce qui demeure peu élevé – suivies d'une pause dans la politique de resserrement.

## L'économie canadienne en voie de connaître une bonne année – sans plus

La croissance du PIB du Canada en 2005 devrait être de 2,5 %, légèrement en baisse par rapport à la croissance de 2,7 % en 2004. L'économie est dans une situation concurrentielle plus difficile, après que la plus rapide appréciation du dollar canadien jamais enregistrée a propulsé le huard à plus de 81,5 cents US. Les exportations sont déjà en baisse dans le secteur manufacturier.

Il faut s'attendre à ce que le dollar canadien s'apprécie davantage en 2005, pour se situer entre 85 et 90 cents US, avec, en toile de fond, un affaiblissement progressif du dollar américain.

Avec la remontée des prix de l'énergie, la croissance, l'an prochain, se déplacera graduellement vers les provinces de l'Ouest. Le mouvement haussier des prix des ressources non énergétiques présente un plus grand avantage, et les perspectives à long terme pour la C.-B. demeurent à la hausse en raison de sa position de porte d'entrée pour les régions du Pacifique qui connaissent une expansion rapide ainsi que des préparatifs en vue des Jeux olympiques d'hiver de 2010.

Au Québec et en Ontario, les fabricants seront aux prises avec des coûts d'intrants plus élevés, un dollar canadien plus fort et une croissance américaine plus modérée. Les prix soutenus des ressources profiteront au Canada atlantique cette année et l'an prochain, ce qui aidera à compenser les contraintes budgétaires des provinces, une lente reprise du tourisme et une intensification de la concurrence extraterritoriale pour l'activité de nouveaux centres d'appels. La conjoncture ascendante de la construction résidentielle devrait ralentir partout au Canada en 2005, mais l'investissement dans les infrastructures devrait se maintenir.

## Les exportations, essentielles à la croissance de l'économie canadienne

Le commerce extérieur du Canada continue d'être un important facteur pour déterminer la performance économique du pays. M. Jestin conseille donc aux entreprises canadiennes de saisir les occasions d'exporter sans quoi elles perdront du terrain sur les marchés internationaux.

« La dépendance du Canada envers le marché américain s'est accentuée dans la dernière décennie, car environ 85 % des exportations sont destinées à ce pays, contre 75 % au début des années 1990, fait valoir M. Jestin. Durant cette période, une croissance américaine solide, une baisse persistante de notre taux de change et une hausse de la demande pour l'énergie canadienne ont quintuplé l'excédent du commerce bilatéral. Toutefois, notre part des importations américaines a, en fait, diminué depuis le milieu des années 1990, passant sous les 18 % en 2003 pour la première fois en 16 ans. Si on exclut les produits de l'énergie, qui constituent 19 % du total des ventes à l'étranger destinées aux États-Unis comparativement à environ 11 % au début des années 1990, le fléchissement a été beaucoup plus important. » M. Jestin souligne qu'à l'exclusion du secteur des ressources, la présence du Canada sur les marchés étrangers a été négligeable ou en déclin. Il conclut ainsi :

« La part des ventes à l'étranger, en Europe et au Japon, est passée de 10 % à 7 % en une décennie — ce qui reflète en partie la morosité économique de ces régions. Moins de 1 % des exportations canadiennes est destiné au Mexique, chef de file de la croissance au sein de l'ALENA, et seulement 2 % vont en Chine, qui est aussi devenue notre quatrième fournisseur étranger. En général, seulement 6 % des exportations canadiennes vont en Asie, une région qui compte collectivement pour 16 % de nos importations. Ce déséquilibre continuera de croître et notre excédent commercial très élevé finira par s'éroder, à moins que les producteurs canadiens se lancent sur les marchés de cette région en plein essor »

Bien que les perspectives économiques du Canada soient positives, il reste de grands défis à relever — notamment rendre le système de santé plus durable et effectuer un rattrapage sur le plan de l'investissement dans les infrastructures. La stratégie des entreprises canadiennes, l'an prochain et ultérieurement, consistera à tirer des avantages sur le plan des coûts et de la productivité.



44, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) M5H 1H1  
Courriel : [businessproducts@scotiabank.com](mailto:businessproducts@scotiabank.com)  
[www.banquescotia.com/bva](http://www.banquescotia.com/bva)

MC Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.

Tous les autres noms de produits et de services sont des marques de commerce ou des marques déposées de leurs propriétaires respectifs. La mention de marques de commerce dans cette publication n'implique pas la concession d'une licence.

© Banque Scotia, 2004. Tous droits réservés.